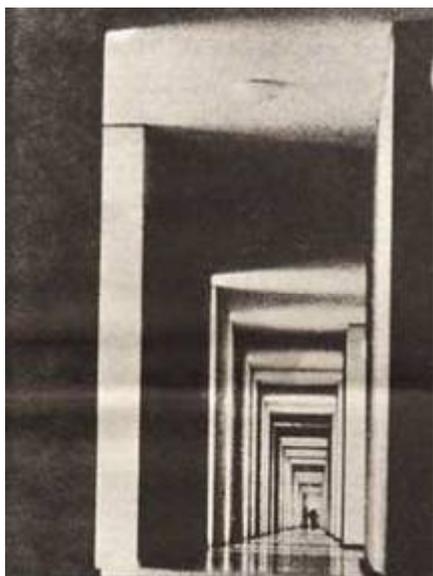


Cités U

**TEXTE D'ORIENTATION PROPOSE A LA DISCUSSION
PAR LA COMMISSION SOCIALE DU BUREAU NATIONAL DE L'U.N.E.F.
ET LE SECTEUR INTERVENTION DE LA M.N.E.F.**



I. — Analyse de la situation actuelle dans les cités universitaires :

observation conjoncturelle.

1) Absence partielle du mouvement étudiant dans les cités U. depuis Mai 68 et ses causes.

Mis à part l'existence de luttes sectorielles dans certaines résidences (Aix - Montpellier - Besançon, etc.), menées par les militants de l'U.N.E.F., le mouvement étudiant n'est pas apparu de manière unifiée dans les résidences universitaires depuis Mai 68.

La cause en est la stratégie alors adoptée à l'U.N.E.F d'implantation prioritaire dans les facultés, ce qui, de facto, a conduit à l'acceptation de l'idéologie dominante tendant à séparer la condition de résidant de la condition d'étudiant.

2) Implantation du réformisme: les réformistes ne jouissent plus dans le milieu étudiant de l'audience dont ils bénéficiaient avant Mai 68. Par là même, toutes leurs forces se sont axées sur le milieu des cités U, qui leur est plus favorable.

Le mouvement étudiant les a laissés agir, commettant en cela une erreur tactique. Leur activité a été encore facilitée par l'incompréhension des étudiants inorganisés devant les débats intergroupusculaires trop souvent de mise. Les causes ont donc permis l'implantation des réformistes dans les cités U et ont conduit ceux-ci à mettre la main sur la F.R.U.F., organisation qui leur a permis de développer encore plus cette implantation. Ils ont ainsi récupéré le sigle et la renommée des traditions historiques de luttes de la F.R.U.F., réussissant, le cas échéant, à se faire assimiler comme réels militants de l'U.N.E.F.

Importance des risques de structures parallèles:

Cette situation conduit à des risques importants de structures parallèles, sur lesquelles les réformistes s'appuient pour se réimplanter sur le terrain universitaire. Ainsi, à Montpellier, ils utilisent le sigle F.R.U.F. pour s'opposer aux actions de l'U.N.E.F.

Quelquefois, les Associations de Résidents servent de point d'appui pour les luttes intergroupusculaires de prise de pouvoir dans l'A.G. Mais surtout l'U.N.E.F.-Renouveau se sert bien souvent des militants de la F.R.U.F. (ainsi que de l'appareil et du sigle national) pour faire passer des positions réformistes trop connues.

3) Thèses réformistes menant à l'acceptation implicite de la volonté de sectorisation de la bourgeoisie.

- Les problèmes qui se posent en Cité, très souvent matériels, sont perçus de façon corporatiste et résolus souvent par cette méthode. En effet, s'il n'habite pas dans un campus, le résident passe peu de temps dans la cité et de ce fait, il ne se sent pas concerné par les problèmes de cette cité qu'il a du mal à percevoir

- Sur la théorie des caractères spécifiques de la condition du résident :

L'étudiant confiné dans les cités U, à plus forte raison dans les campus, est coupé de toute réalité extérieure, d'où son sentiment d'appartenance à un véritable ghetto, qui, renforcé par le gigantisme des cités, le conduit à se replier sur lui-même et à s'affirmer en tant qu'individualité face au monde extérieur et aux autres résidents. Le fait qu'il ait obtenu une bourse et une chambre en cité U l'amène à se considérer comme un privilégié (relatif) ; par conséquent, ce sentiment le pousse à accepter le conformisme ambiant et les règles de fonctionnement des cités U.

- Cette analyse reste subjective et purement psychologique. Les luttes qui sont menées dans les deux cas ne sont donc que sectorielles et conjoncturelles, car non reliées à un cadre d'intervention cohérent et global.

II. — Fondement de l'intervention des militants U.N.E.F.:

Les militants U.N.E.F. doivent démontrer que les problèmes des cités U ne peuvent être dégagés des problèmes universitaires, qui ne peuvent, eux-mêmes, être envisagés indépendamment des problèmes d'adaptation du capitalisme, ce en quoi ils s'opposent aux réformistes. La cité U joue un rôle complémentaire au système de formation capitaliste. Ce qui signifie que l'on y retrouve des visées (intégration du système) et des contradictions économiques identiques.

Face à l'unité intrinsèque de l'intervention du capitalisme au niveau national et au niveau particulier des cités U, les militants U.N.E.F. doivent répondre par une stratégie de même nature, c'est-à-dire globale, ce qui nécessite une unité d'intervention du mouvement étudiant en milieu universitaire, et ce qui oppose à la vision corporatiste des problèmes en cités U une vision véritablement anticapitaliste.

La perception du lien entre la **lutte idéologique** et politique est difficile. Une lutte idéologique abstraite et théorique est inutile. Elle ne prend son sens que dans les autres luttes et par ces autres luttes. Or, il y a dans le secteur social, et notamment dans le secteur des cités U, des potentialités de liaison très importantes entre la pratique (luttes sur les aspects revendicatifs et politiques) et la théorie (idéologie), c'est ce qui permet une véritable intervention politique unifiée en cité U.

1) L'axe principal de la politique du pouvoir : l'intégration

Le but fondamental du système d'enseignement est de produire les cadres nécessaires à la bonne marche du système capitaliste, d'où nécessité de la sélection, afin de faire des futurs cadres du système des exécutants dociles qui maintiendront le système existant (servants idéologiques du capital).

a) Mise en condition matérielle et sociale

Comme pour le système des bourses, la cité U apparaît comme une concession faite à la petite bourgeoisie par les éléments dirigeants de la classe au pouvoir, afin de s'assurer sa fidélité. Il est d'ailleurs significatif que les premières créations sont dues aux radicaux-socialistes, alors au pouvoir, et aux représentants de la petite bourgeoisie à une époque de capitalisme concurrentiel de petites unités.

De plus, elle prépare l'étudiant qui en bénéficie à un statut d'assisté privilégié, semblable à la position « dominante » qu'il sera censé occuper lorsqu'il sera directement intégré dans l'appareil productif.

Cette mise en condition matérielle se traduit également dans l'urbanisme par la segmentation des résidents en cités éparpillées, éloignées les unes des autres, en même temps qu'isolées du reste du tissu urbain (séparation étudiants-travailleurs). On voit même se développer une politique de regroupement par discipline de façon à isoler scientifiques et littéraires par exemple.

Cette politique n'est pas fondamentalement différente de celle employée vis-à-vis de la classe ouvrière (cités-dortoirs).

b) Mise en condition psychologique :

Il existe à côté de la mise en condition matérielle une mise en condition psychologique visant à le préparer au statut qu'il assumera : on lui apprendra à supporter passivement les contraintes administratives, les difficultés de transport, éventuellement un statut de locataire.

Un exemple précis : le Règlement Intérieur en Cité U, qui, dans son contenu formel, pousse le résident à reconnaître la nécessité d'une discipline contraignante peu différente de celle qu'il devra subir dans l'appareil productif.

A cela s'ajoute la mystification des activités culturelles proposées par la commission Mallet, qui ne seraient que le véhicule des valeurs de la classe dominante.

L'entretien d'illusion sur le statut privilégié de l'étudiant passe de fait par des aspects aussi bien matériels que culturels.

c) Mise en condition politique :

Les mises en condition matérielles et psychologiques aboutissent à la mise en condition politique qui peut être autonome dans la mesure

où les deux autres ont échoué. Par exemple : les règlements intérieurs qui, limitant les libertés politiques et syndicales allant parfois jusqu'à les interdire, ont un véritable rôle répressif, visant à l'élimination des thèses non conformes au système ; ceci restant d'ailleurs une arme de dernière heure lorsque la bourgeoisie a échoué dans son entreprise d'intox idéologique et de mise en condition matérielle et psychologique (exemple d'Aix-en-Provence où ces libertés ont été arrachées à la suite de longues luttes, et ceci après Mai 68).

L'administration est aidée en cela par les réformistes qui, en participant au conseil de gestion du C.N.O. et des C.R.O.U.S., cautionnent cette politique réactionnaire et répressive. Ces conseils de gestion constituent un écran supplémentaire entre la politique de l'Etat bourgeois et les résidents, écran dont la bourgeoisie se sert pour masquer la similitude des luttes des étudiants et de la classe ouvrière contre la même domination bourgeoise (séparation vie-travail, commission Mallet : de façon à empêcher l'étudiant de saisir la réalité des rapports de production et de son insertion propre dans le système).

2) Contradictions de la politique de la bourgeoisie:

L'existence du système capitaliste est conditionnée par le maintien des rapports de production, d'où la nécessité politique d'intégration au système. Mais ce but politique est contrarié par les exigences actuelles du système économique capitaliste (nécessité à long terme et à court terme).

a) Nécessités à long terme

Les nécessités du développement à long terme du capitalisme buttent sur la contradiction qui existe entre le coût social des investissements collectifs absolument nécessaires à ce développement et la préservation des marges de profit. La conséquence en est l'irrationalité des choix économiques tenant à l'opposition des intérêts à court terme et à long terme du système. La préoccupation principale du gouvernement est donc la rentabilisation des services publics, rentabilisation opérée par une répartition du coût social, pesant doublement, à la fois sur l'ensemble de la population par l'impôt, et sur l'usager par les théories sur la vérité des prix (sur l'usager individuel car, en fait, il y a subvention indirecte au capital par les discriminations des tarifs préférentiels).

Les difficultés et quelquefois l'incapacité pour le gouvernement de rentabiliser les investissements collectifs conduisent la bourgeoisie à une campagne en faveur de la rétrocession de certains services publics au secteur privé (exemple du restau U de Vincennes géré par Jacques Borel), ce qui n'est encore une

fois que l'aspect universitaire d'une politique globale dont on observe de nombreux exemples (téléphone, autoroutes...).

b) Nécessités à court terme

Les contradictions du système capitaliste qui se sont traduites par la dévaluation du franc, la politique d'austérité et le plan de redressement, empêchent la bourgeoisie de soutenir sérieusement ses visées politiques à long terme sur la structure de formation et donc l'intégration. Sans reprendre l'analyse de l'évolution du système capitaliste français, les restrictions des crédits budgétaires et des crédits d'investissement non immédiatement rentables (crédits d'investissement du budget de l'Education nationale), ont conduit le gouvernement à ce sacrifice provisoire de sa politique d'intégration (sauf pour les réformes de caractère politique, purement structurelles, n'entraînant aucun coût immédiat (cf. Restructuration des oeuvres universitaires voir « Etudiant de France » n° 2).

Des exemples de ces nécessités peuvent être dégagés dans la politique suivie depuis la rentrée universitaire : la hausse des loyers, les hausses probables ou avortées des tickets de restau U, la hausse des inscriptions en fac... Il y a aussi impossibilité pour le gouvernement d'assurer de façon cohérente des débouchés aux étudiants en même temps qu'il est incapable, grâce aux victoires du mouvement étudiant sur l'orientation-sélection (Plan Fouchet, critère d'annuité en cité...), de faire passer la politique d'orientation sélective qui serait nécessaire au développement du capitalisme industriel.

III. — Axes de luttes:

De ces contradictions découlent des axes fondamentaux de luttes à mener:

1) Luttes à court terme :

Contre l'austérité (grève des loyers, activités sur les restau U..)

2) Luttes à long terme :

Contre l'intégration et mise en échec des plans de la bourgeoisie sur la séparation étudiants-travailleurs (liaison avec le quartier et les travailleurs sur les problèmes d'urbanisme, transports, crèches, austérité...)

D'où des objectifs tactiques

Contre la REPRESSION, contre le Règlement Intérieur, l'encadrement néocolonialiste des étudiants étrangers...

Contre la SELECTION par l'argent : hausse des loyers sur critère d'annuité, et critères universitaires d'obtention de chambres en cités...

Contre la RENTABILISATION, privatisation des équipements collectifs, vérité des prix...

Contre la PARTICIPATION, dénonciation
des réformistes, boycott des élections aux

conseils d'administration des C.R.O.U.S et du
C.N.O...

L'ETUDIANT de France.
N° 4. Janvier 1970